La perspective du crach financier

écrit par Gilles La Carbona | 2 août 2024

Emmanuel Macron et le palais de l'Élysée (photo d'illustration).
Crédit : Ludovic MARIN / AFP

Emmanuel Macron et le palais de l'Élysée (photo d'illustration).
Crédit : Ludovic MARIN / AFP

L**a Cour des Comptes vient d'épingler le budget de l'Élysée.** Il est passé de 9.87 millions d'euros en 2021 à 21 millions l'an dernier, soit plus du double. Le faste n'a pas de prix et on ne saurait lésiner sur l'image à renvoyer, fût-elle désastreuse. Dès qu'il s'agit de briller, le couple Macron ne recule devant rien.

Qu'arrivera-t-il une fois ce constat fait ? Rien, puisque personne n'ose affronter Macron. Il fait peur, pas aux Français, mais à tous ces précieux et délicats politiciens, qui ne rêvent que de le servir dans une dévotion toute religieuse et de lui témoigner l'engagement républicain qui est le leur. Dès qu'il s'agit de la continuité des institutions, fussent-elles en piteux état, il y a du monde ! D'ailleurs cette annonce devrait passer presque inaperçue, éclipsée par les JO.

Il faudra sans doute attendre septembre pour que l'on se

penche sur l'état de faillite que le couple Le Maire/Macron nous a légué. Pour l'heure, la commission Européenne a lancé la procédure contre la France pour déficit excessif. Pas de panique, Macron est bien occupé à chercher le Premier ministre qui saura courber l'échine et l'aduler pour poursuivre, indolent, la destruction de la France. Il aurait un nom… il se murmure Xavier Bertrand. Le dynamisme qui l'affiche dès qu'il apparaît est un gage de réussite, et quand il se met à parler, sa vitalité nous confirme la première impression. Il est aussi l'un des présidents de région épinglé pour sa mauvaise gestion de l'argent public : un genre de gage. Franchement on sera bien attelé avec lui, d'autant qu'il avait accompagné Macron au Forum de Davos, ils sont donc sur la même ligne, on est rassuré non ? Trêve de plaisanterie, lui n'est pas plus représentatif de l'expression populaire issue des urnes qu'un Bayrou.

Le grand rassemblement que veut Macron n'est rien d'autre que l'alliance de tous ceux qui ont été désavoués le 7 juillet.

Concernant les finances publiques, les citoyens seraient en droit de demander des comptes aux responsables de cette gabegie puisque nos parlementaires se refusent à le faire. Est-il normal que Le Maire s'en sorte ainsi, lui qui n'a cessé de nous répéter d'abord qu'il allait mettre à genou la Russie, et récemment qu'il avait sauvé l'économie française. N'est-ce pas le député LR, Marleix, qui soupçonnait même un maquillage des chiffres ? C'est aussi lui qui fait tout pour travailler avec la macronie et continuer les petits arrangements. L'immunité se transforme en impunité et tous peuvent faire n'importe quoi, sans jamais être inquiétés. La vie est donc magnifique pour eux. En ce qui nous concerne c'est différent. Et c'est bien entendu nous qui devrons réparer leurs erreurs et subir de plein fouet les mesures drastiques qui vont nous rendre la vie encore plus difficile. Le Maire, lui, se dorera la pilule au bord du lac

Léman et coulera des jours heureux. On peut se tromper une fois, mais quand durant 7 ans la succession de mauvais choix amène à une hausse du déficit au niveau que l'on connaît aujourd'hui, sans que jamais, l'intéressé ne remette en question sa stratégie, le doute survient.

Peut-on considérer qu'il est incompétent, ou qu'il est en service commandé ? Mais non voyons, quel délire que de penser qu'il aurait sciemment conduit la France dans le rouge pour faciliter le pillage de l'épargne des Français par les fonds de pension ? Un tel acte de malveillance serait un crime puisqu'il mettrait en péril la sécurité individuelle de millions de citoyens. En réalité il devient insupportable de devoir subir l'impéritie de toute cette classe et ce depuis des années et de les voir parader devant les caméras sans jamais être pénalement responsables de rien. Ce laxisme couvert par la loi ou le règlement est tout simplement exaspérant, et on ne comprend plus très bien pourquoi l'immunité devrait protéger les décisions qu'ils prennent et qui sont manifestement néfastes pour nous. On va nous rétorquer que la sacro-sainte liberté de gouverner se doit d'agir sans entrave. Est-ce pour autant qu'elle doit bénéficier d'un blanc seing qui les éloigne systématiquement des tribunaux et les autorise à faire tout et n'importe quoi ? Ont-ils le sens des responsabilités quand ils engagent nos finances au point de mettre en danger nos épargnes, nos biens ? Non, on ne peut plus raisonner ainsi. En quoi l'activité politique devrait-elle jouir d'une excuse permanente, là où le simple employé risque la porte voire la prison si les malversations sont avérées. Si le but est de hérisser les Français, de les conduire au bord de la crispation juste avant l'explosion de colère, qu'ils poursuivent dans cette voie, ils devraient y parvenir au-delà de toute espérance. Bien entendu si cela survient ils sauront s'offusquer de la réaction qui ne manquera pas de les frapper. Mais ce sera trop tard.

En marge de cette catastrophe financière et sociale qui arrive, nous n'entendons toujours personne parler d'un audit des finances ni de la nécessité de supprimer sur le champ toutes les aides ou subventions aux associations qui œuvrent contre l'intérêt de la nation, ou de ces comités Théodules dont le seul mérite est d'engraisser les amis de cette caste qui refuse de quitter le pouvoir alors même que les urnes l'on exprimé. Pourquoi ne pas l'évoquer, que cache cette discrétion sur le sujet ? De quoi ont-ils peur ? Que l'on découvre que depuis des années ils gaspillent pour leur compte et nous mentent délibérément ? Le doute est-il encore permis ? De moins en moins, et ne pas commencer par cette simple mesure plaide pour cette hypothèse. En attendant nous serons une nouvelle fois les dindons de la farce et ils auront à cœur de nous expliquer doctement qu'ils n'ont pas d'autres choix que de réduire un peu plus nos revenus, sollicitant pour faire passer la pilule notre esprit de sacrifice au nom de la solidarité nationale. Ceux qui s'opposeront seront donc de mauvais Français, et on tentera de nous faire oublier que ce sont d'excellents Français qui nous ont menés à ce désastre ! Ce sont toujours les mêmes qui doivent s'immoler pour permettre aux responsables de la situation de garder leurs privilèges. C'est tout simplement intolérable dans le contexte actuel. Si cela était acceptable quand la France n'avait qu'un déficit de 20% et que les Français ne croulaient pas sous les normes et interdictions en tous genres, à présent ça ne l'est plus. Le réveil des Français est décidément bien long…

https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com

https://t.me/R_P_France

Par Gilles La-Carbona : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire